


Ordre de mission

(Conditions générales de prestations de services page 2)

Objet de la mission :	
<input checked="" type="checkbox"/> Dossier Technique Amiante <input checked="" type="checkbox"/> Etat parasitaire	<input checked="" type="checkbox"/> Etat des Risques et Pollutions <input checked="" type="checkbox"/> Diagnostic de Performance Energétique
<input type="checkbox"/> État Termites : Zone non concernée par arrêté préfectoral - État Parasitaire : Non missionné <input type="checkbox"/> Audit Énergétique : Les maisons individuelles et les monopropriétés de classe DPE E, F ou G à la vente : l'audit énergétique réglementaire devra figurer dans le dossier de vente en complément du DPE (<i>Nous consulter le cas échéant</i>)	
Type de dossier : Autres - Local Amiante : autorisation de prélèvement(s) & d'analyse(s) laboratoire <u>le cas échéant</u> : <input type="checkbox"/> Oui (80€/U TTC) <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Sans objet	
Donneur d'ordre (sur déclaration de l'intéressé)	
Type : Autre Nom / Société : CCI ILE-ET-VILAINE - Mme CRESPEL Sophie Adresse : 2 Avenue de la Préfecture - CS 64204- 35042 RENNES CEDEX Téléphone : Port. : Mail : sophie.crespel@ille-et-vilaine.cci.fr	
Désignation du propriétaire	Désignation du ou des bâtiments
Nom / Société : CCI ILE-ET-VILAINE Adresse : 2 Avenue de la Préfecture - CS 64204- 35042 RENNES CEDEX CP : 35042 Ville : RENNES CEDEX Tel : Port. Mail : sophie.crespel@ille-et-vilaine.cci.fr	Adresse : 36 Rue Nationale Code Postal : ... 35300 Ville : FOUGÈRES Département : .. Ille-et-Vilaine Précision : Etage RDC
Mission 35/15659/25/CCI/JPC	
Personne à contacter (avec tel) : .. Mr Léonard 0623351870 Type de bien à expertiser : Autres Catégorie du bien : (IGH/ERP) Autres - Date du permis de construire : non communiquée Section cadastrale : Section cadastrale AT, Numéro de lot(s) : Lot numéro Non communiqué, Parcelle(s) n° 222, Lots rattachés : <input type="checkbox"/> Cave , <input type="checkbox"/> Garage , <input type="checkbox"/> Terrain , <input type="checkbox"/> Autre Périmètre de repérage : Ensemble des parties privatives accessibles sans démontage ni destruction Autres informations : <input type="checkbox"/> Ascenseur, <input type="checkbox"/> Animaux Remise des clefs : 287 m² sur déclaration du donneur d'ordre Date et heure de la visite : Sur place données par Mr Léonard Date et heure de la visite : 01/08/2025 à 10 h 00 durée approximative (<u>terrain</u> pour 1 Technicien) < - Précisions : Le donneur d'ordre s'engage à communiquer le règlement de copropriété (si présence d'un EDD), le titre de propriété avec la (les) section(s) cadastrale(s). Si existants, les précédents diagnostics déjà réalisés ainsi que le contrat et/ou le dernier justificatif d'entretiens des appareils de combustion (le cas échéant). Une facture de Gaz & d'Électricité devront être présentées également. Dans le cadre du DPE, en plus des documents précités, le propriétaire s'engage à fournir, le numéro fiscal du bien, les plans de construction ou de travaux, les différents justificatifs d'isolations, les caractéristiques techniques des appareils de chauffage et d'ECS, ventilation, fenêtres... En l'absence de ces documents, des valeurs par défaut devront alors être prises si l'opérateur n'a aucun justificatif ou s'il n'est pas possible d'observer ou de mesurer les éléments. Enfin, merci de bien vouloir nous faire part également de toutes vos constations, expertises ou interventions sur le bâti.	
 Modalités d'envoi des repérages amiante Positif ou Négatif (décret n°2011-629 du 3 juin 2011) : <i>Les rapports de repérage sont remis contre accusé de réception au propriétaire, afin de faire courir les délais de réalisation des opérations de surveillance, mesures de fibres d'amiante dans l'air ou de travaux de retrait ou confinement.</i>	
<input type="checkbox"/> Envoi de tous repérages <u>Amiante</u> <u>le cas échéant</u> par lettre recommandée avec avis de réception (LRAR <u>F.métrop.</u>) : + 25€ TTC Ou <input checked="" type="checkbox"/> PDF envoyé par mail Retrait du rapport format papier dans nos locaux (<u>sur RDV</u>) remis en main propre contre décharge + 0€ TTC Envoi du DDT par e-mail : À RÉCEPTION DU RÈGLEMENT (649,00 € TTC) ERP Offert	

Signature du donneur d'ordre : CCI ILE-ET-VILAINE - Mme CRESPEL Sophie

CONDITIONS GÉNÉRALES DE PRESTATIONS DE SERVICES

Le propriétaire (et/ou donneur d'ordre) est responsable de l'accessibilité des lieux, notamment des caves, garages, combles, éléments de charpente, ainsi que de la fourniture des moyens nécessaires à la mission. Si la mission ne pouvait être exécutée dans sa totalité du fait du propriétaire (absence de moyens sécurisés permettant d'accéder aux éléments à contrôler, défaut de présence des occupants, etc...), les conclusions de notre rapport ne porteraient que sur les éléments effectivement contrôlés. En l'absence de titre de propriété ou de règlement de copropriété demandé, les pièces seront désignées selon les signes apparents d'occupation. Il appartient au donneur d'ordre, à réception du rapport, de vérifier l'exactitude des mentions concernant la matérialité et la composition des lieux ainsi que de s'assurer que la totalité des pièces composant l'immeuble a été examinée et de signaler tout manquement. Les rapports de Diagnostics Techniques restent la propriété du Cabinet PRIMODIAG jusqu'à l'acquittement de la facture. Le propriétaire et/ou donneur d'ordre autorise l'utilisation, dans nos rapports, des images du bien et de ce qu'il s'y trouve le jour du repérage ; Les prises de photographies sont liées au contexte des diagnostics.

(CREP) Constat de Risque d'Exposition au Plomb - Parties Privatives à usages d'habitation et/ou Parties communes Articles L1334-5 à L1334-13 du Code de la Santé Publique – Articles R1334-10 à R1334-12 du Code de la Santé Publique - Arrêté du 25/04/2006.
Norme NF X 46-030

La mission consiste à mesurer à l'aide d'un appareil portatif à fluorescence X la concentration en plomb de tous les revêtements du bien concerné et de déterminer, le cas échéant, les facteurs de dégradation du bâti. S'il existe des unités de diagnostic situées à une hauteur supérieure à 3 mètres, des dispositions particulières devront être prises entre le donneur d'ordre et le Cabinet PRIMODIAG, en conformité avec la réglementation du travail (mise à disposition de moyens d'accès sécurisés).

Repérage des Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante - Parties Privatives et/ou Parties communes Articles R1334-23 à R1334-29 du Code de la Santé Publique Arrêté du 22/08/2002 - Conforme à la norme NFX 46-020 - Répondant à l'article L1334-13 du Code de la Santé Publique. Guide d'application GA X 46-034 (vente), Arrêté du 22 août 2002 et du 12 et 30 décembre 2012, décret n° 2011-629 du 3 juin 2011.

La mission consiste en une recherche visuelle et non destructive de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, figurant à l'annexe 13-9 liste A & B du code de la santé publique dans le cadre d'un repérage pour vente d'un immeuble bâti, ainsi qu'aux éventuels prélèvements et analyses nécessaires. Dans le cas d'un précédent constat de repérage ou d'un dossier technique amiante réalisé, le propriétaire devra le communiquer au Cabinet PRIMODIAG avant l'intervention. En présence d'un matériau susceptible de contenir de l'amiante tel que défini précédemment, un prélèvement sera effectué en vue d'une analyse auprès d'un laboratoire accrédité par le COFRAC. Les résultats du diagnostic amiante pour vente ne peuvent être utilisés comme un repérage préalable à la réalisation de travaux ou de démolition. Le tarif est compris hors coût éventuel de prélèvement et d'analyse de matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante (coût unitaire pour analyse 80 € TTC)

(DPE) Diagnostic de Performance Énergétique - 2 décrets (décret n° 2020-1609 du 17 décembre 2020 et décret n° 2020-1610 du 17 décembre 2020) et 3 arrêtés (Arrêté du 31 mars 2021 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments ou parties de bâtiments à usage d'habitation en France métropolitaine – Arrêté du 31 mars 2021 modifiant diverses dispositions relatives au diagnostic de performance énergétique – Arrêté du 31 mars 2021 relatif aux méthodes et procédures applicables au diagnostic de performance énergétique et aux logiciels l'établissant définissent le DPE

La mission consiste à relever les caractéristiques thermiques du logement afin de déterminer au moyen de méthodes réglementaires, le classement du bien au regard de sa consommation énergétique et de l'émission de CO2. Le jour du repérage, en l'absence des documents demandés page 1 & 3 de cet ordre de mission, des valeurs par défaut devront alors être prises si l'opérateur n'a aucun justificatif ou s'il n'est pas possible d'observer ou de mesurer les éléments.

La surface indiquée dans le DPE ne pourra en aucun cas servir de surface habitable ou privative de référence en l'absence d'un certificat de surface.

(ERP) État des Risques et Pollutions - Selon les informations mises à disposition par arrêté préfectoral - En application des articles L125-5 à 7 et R125-26 du code de l'environnement

L'État des Risques et Pollutions consiste en une information de l'acquéreur ou du locataire du bien immobilier par son vendeur ou son bailleur, de l'existence des risques auxquels le bien est exposé. Cet état est fondé sur les informations transmises par le Préfet de Département au Maire de la commune ou est situé le bien. Pour la question sur la mise en œuvre des travaux, il convient de rappeler que le rôle des opérateurs de diagnostic n'est pas de contrôler si les travaux ont été réalisés conformément aux prescriptions mais uniquement de poser la question au propriétaire/bailleur et de noter leur réponse le cas échéant. Le propriétaire/bailleur doit préciser s'il existe une déclaration de sinistres indemnisée au titre du régime des catastrophes naturelles et de renseigner la fiche 'Déclaration de sinistres indemnisés' prévue à cet effet.

État relatif à la présence de termites dans le bâtiment - Parties Privatives Articles L133-1 à L133-6, R 133-1 à R133-8, L 271-4 et L 271-5, R271-1 à R271-5 du Code de la Construction et de l'Habitation - Arrêté du 29/03/2007 - Arrêté préfectoral en vigueur. Norme AFNOR NF P 03-201 - Février 2016 La mission consiste à rechercher, au moment de l'intervention, des traces visibles d'infestations ou altérations provoquées par des termites, de les repérer et d'en dresser le constat. Dans le cas où le propriétaire aurait fait effectuer un état parasitaire sur le bien inspecté, il s'engage à en communiquer une copie à l'opérateur de diagnostic le jour de la visite et à l'informer de toutes modifications apportées pour réparer d'éventuelles dégradations visibles.

Certificat de surface "Loi Carrez" - Parties Privatives Loi 96-1107 du 18/12/1996 - Décret 97-532 du 23/05/1997

Le mesurage est établi sous réserve de communication de la dernière version du règlement de copropriété relatif à la description du (des) lots(s).

État de l'installation intérieure de gaz - Parties Privatives Articles L271-6, R271-1 à 4 et R134-6 à 9 du Code de la Construction et de l'Habitation - Décret n°2016-1104 du 11 août 2016 et la Loi n° 2014-366 du 24 mars 2014 - Arrêté du 06/04/2007 modifié, 18/11/2013 et 12/02/2014, définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure gaz - Norme NF P 45-500

La mission consiste à vérifier les quatre domaines clé de l'installation intérieure de gaz suivant la norme NF P 45-500 :

La tuyauterie fixe, le raccordement en gaz des appareils, la ventilation des locaux, la combustion. Le donneur d'ordre s'engage à assurer le bon fonctionnement des appareils Gaz pendant notre intervention, l'accès à tous les locaux concernés par le diagnostic ainsi que l'alimentation en gaz, électricité et eau. La responsabilité du Cabinet PRIMODIAG est limitée aux points effectivement vérifiés. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. **Important** : le donneur d'ordre / propriétaire devra fournir (avant l'intervention) une facture de Gaz, le contrat de fourniture de Gaz, l'attestation de contrôle de moins d'un an de la vacuité des conduits de fumées ainsi que le justificatif d'entretien de moins d'un an de la chaudière.

État de l'installation intérieure d'électricité - Parties Privatives, Code de la construction et de l'habitation L. 134-7, l'arrêté du 28 septembre 2017, 10 août 2015 et du 4 avril 2011, Décret n° 2008-384 du 22 avril 2008 & n°2016-1105 du 11 août 2016 relatif à l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation - Norme NF C16-600 (2017)

Le champ d'application du diagnostic porte sur l'ensemble de l'installation d'électricité privative des immeubles à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation. Le diagnostic concerne l'ensemble des circuits de toutes tensions et natures de courant associés en vue de l'utilisation de l'énergie électrique. Il concerne également la partie de l'installation de branchement située dans la partie privative. Le diagnostic ne concerne pas les circuits internes des matériels d'utilisation destinés à être reliés à l'installation fixe. L'intervention du diagnostiqueur ne porte que sur les constituants visibles et visitables de l'installation au moment du diagnostic. L'intervention s'effectue sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique (hormis les exceptions mentionnées dans la norme NF C16-600) L'intervention du contrôleur ne préjuge pas de l'usage et des modifications ultérieures de l'installation électrique.

Pénalités de retard (taux annuel) : 9.00% - Une indemnité forfaitaire de 40€ pour frais de recouvrement sera appliqué en cas de retard de paiement conformément aux articles L441-3 et L441-6 du code de commerce - Pas d'escompte pour paiement anticipé

Bordereau de rétractation Si vous souhaitez annuler cette commande, vous pouvez utiliser le présent formulaire de rétractation ci-dessous.

Conditions Complétez et signez le bordereau de rétractation. Envoyez-le par lettre recommandée avec accusé de réception. Utilisez l'adresse figurant en haut de l'ordre de mission. Expédiez-le au plus tard le quatorzième jour à partir du jour de la commande ou, si ce délai expire normalement un samedi, un dimanche ou un jour férié ou chômé, le premier jour ouvrable suivant.

Annulation de la commande

Je soussigné(e), M.me, M..... déclare annuler la commande ci-après :

Nature de la mission :

Date de la commande :

Nom et adresse du client :

Signature du client

Je reconnais avoir été informé que l'intervention en date du 01/08/2025 à FOUGÈRES a pour effet de réduire le délai légal de rétractation mentionné ci-dessus

Signature du donneur d'ordre : **CCI ILE-ET-VILAINE - Mme CRESPEL Sophie**

Administratif

Facturation : ☒ Propriétaire ☐ Donneur d'ordre ☐ Notaire
Facturation adresse : **CCI ILE-ET-VILAINE - 2 Avenue de la Préfecture - CS 64204- - 35042 RENNES CEDEX**
Destinataire(s) des rapports : ☐ Propriétaire ☐ Donneur d'ordre ☐ Notaire ☐ Agence
Destinataire(s) e-mail : **sophie.crespel@ille-et-vilaine.cci.fr**
Impératif de date : **À RÉCEPTION DU RÈGLEMENT (649,00 € TTC) ERP Offert**

Paiement en ligne : https://paiement.systempay.fr/vads-site/CTI_44 - N° Facture = laissez le champ vide si inconnu
Si vous souhaitez réaliser le paiement par virement bancaire voici nos coordonnées IBAN : FR76 3004 7142 3400 0207 7270 129 - SWIFT/BIC : CMCIFRPP

INFORMATION RELATIVE A TOUT DIAGNOSTIC :

- * Il est de l'obligation du propriétaire/ donneur d'ordre de fournir tous documents (Diagnostics, recherche, travaux, plans, titre de propriété et/ou règlement de copropriété, traitements, etc...) relatifs à la présente mission.
- * Le propriétaire doit fournir un accès sécurisé à toutes les pièces / locaux pour lesquels le diagnostiqueur a été mandaté. Il est rappelé que l'inspection des ascenseurs, monte-charge chaufferie, locaux électrique MT et HT nécessitent l'autorisation préalable et la présence d'un technicien de maintenance spécialisé. Ces personnes doivent être contactées et présentes sur site lors du diagnostic. Dans le cas où elles ne seraient pas présentes, et qu'une visite supplémentaire soit nécessaire, celle-ci sera facturée conformément à la grille tarifaire.
- * Seules les parties accessibles le jour de la visite seront contrôlées, c'est pourquoi le propriétaire devra déplacer le mobilier lourd afin de permettre un accès aux murs, plinthes et cloisons ; il devra également sécuriser les accès à plus de 3 mètres.
- * Le diagnostiqueur n'a pas l'autorisation réglementaire pour déposer des éléments nécessitant l'utilisation d'outils. Il est de la responsabilité du propriétaire d'effectuer cette dépose préalablement (Trappes des baignoires / éviers, ...)
La responsabilité de l'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés. Il appartient au donneur d'ordre, à réception du rapport, de vérifier l'exactitude des mentions concernant la matérialité et la composition des lieux ainsi que de s'assurer que la totalité des pièces composant l'immeuble a été examinée et de signaler tout manquement.

SPECIFICITE AU CONSTAT TERMITES / PARASITAIRE :

- * En conformité avec la norme XP P03-201, les éléments bois seront sondés mécaniquement, au poinçon, de façon non destructive (sauf pour les éléments déjà dégradés ou altérés).
- * Il s'agit d'un examen visuel de toutes les parties visibles et accessibles du bâtiment et à ses abords (10 m).

SPECIFICITE AU DIAGNOSTIC AMIANTE :

- * Il est rappelé que la signature de l'ordre de mission par le donneur d'ordre est un accord tacite autorisant tous les prélèvements nécessaires au diagnostiqueur (norme NF 46 020). Toutefois, si le propriétaire est présent lors de la visite, il pourra refuser qu'un prélèvement soit effectué ; une mention sera alors inscrite dans le rapport. Il doit être signalé à notre/nos technicien(s) de la présence de produits ou matériaux contenant de l'amiante dont il a connaissance.

SPECIFICITE AU MESURAGE LOI CARREZ / LOI BOUTIN :

- * Il est de l'obligation du donneur d'ordre de fournir le règlement de copropriété du bien mesuré. Dans le cas où ces documents ne seraient pas fournis, le diagnostiqueur devra être prévenu au moment de la signature de l'ordre de mission.
- * La situation réelle ne pourra être comparée avec celle décrite dans le règlement de copropriété,
- * Le mesurage sera effectué selon les limites de la possession apparente et en fonction de la délimitation du lot faite par le propriétaire ou son représentant
- * Les pièces seront désignées selon les signes apparents d'occupation.

SPECIFICITE AU DIAGNOSTIC PERFORMANCE ÉNERGETIQUE :

- * Dans le cas d'un DPE réalisé pour une habitation, il est de l'obligation du donneur d'ordre de fournir l'ensemble des éléments permettant de caractériser le bien: Taxe d'habitation, documents techniques permettant de connaître les matériaux utilisés lors de la construction ou de travaux, les plans de configuration du bien/de l'immeuble (plans de ventes, plans architectes, plans de copropriété), anciens diagnostics énergétiques, les descriptifs techniques et justificatifs d'entretien des installations (chauffage, climatisation, ECS et ventilation). Dans le cas des locaux tertiaires, l'obligation du donneur d'ordre porte sur la fourniture des relevés de consommations de chauffage et d'eau chaude sanitaire et autres usages des 3 années antérieures. Dans le cas où ces documents ne seraient pas fournis, le diagnostiqueur devra être prévenu au moment de la signature de l'ordre de mission. Le diagnostiqueur effectuera les recherches nécessaires, les frais supplémentaires de recherche étant à la charge du donneur d'ordre. Dans le cas d'un chauffage individuel, le contrat ou le justificatif d'entretien la chaudière devra être présenté à l'opérateur le jour du repérage. Aucun test ou contrôles du bon fonctionnement des appareils (Chauffages, ECS, Ventilation...) ne sont effectués lors de la réalisation du DPE.

SPECIFICITE AU DIAGNOSTIC L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE DE GAZ :

- * Le donneur d'ordre s'engage à assurer, pendant la durée du diagnostic, l'alimentation en gaz effective de l'installation et le fonctionnement normal des appareils d'utilisation. Il est rappelé qu'en cas de détection d'un Danger Grave et Immédiat, le diagnostiqueur devra interrompre l'alimentation en gaz de tout ou partie de l'installation. La responsabilité du donneur d'ordre resterait entièrement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation.

SPECIFICITE AU DIAGNOSTIC DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION INTERIEURE D'ÉLECTRICITE :

- * Préalablement à la réalisation du diagnostic, le donneur d'ordre ou son représentant, doit s'assurer que : Tous les locaux et les dépendances concernés sont accessibles. L'installation est alimentée en électricité ou si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une interruption par le fournisseur. Les parties communes où sont situées des parties d'installation visées par le diagnostic sont accessibles. Signaler les parties de l'installation qui ne doivent pas être mises hors tension et le motif (appareil médicale, alarme...) Mettre hors tension tous les équipements sensibles (matériel programmable, électronique, chauffage...) et prévenir les occupants qu'une mise hors tension sera réalisée. Si le diagnostic ne peut être réalisé en totalité, la responsabilité du donneur d'ordre resterait entièrement engagée en cas d'accident ou d'incident ayant pour origine une défaillance de toute ou partie de l'installation n'ayant pu être contrôlée. Les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation.

Fait en 2 exemplaires le 16/07/2025; conditions de prestations de services page 2

Mission à réaliser le 01/08/2025 à FOUGÈRES

Signature du donneur d'ordre : CCI ILE-ET-VILAINE - Mme CRESPEL Sophie



Formulaire consentement traitement données personnelles, à l'attention du client commanditaire du diagnostic de performance énergétique (DPE) et de l'audit énergétique¹, avant leur réalisation

En application de la réglementation², **le diagnostiqueur réalisant le DPE et l'audit énergétique pour votre compte est soumis à des contrôles** ayant pour objet de vérifier sa capacité à réaliser un audit dans le respect des exigences réglementaires. **Ces contrôles participent à l'amélioration de la qualité de la réalisation des DPE et des audits énergétiques.**

Afin de pouvoir organiser les modalités pratiques de ces contrôles, l'organisme³ chargé de contrôler votre diagnostiqueur peut être amené à vous contacter. Pour cela, et sous réserve de votre consentement, vos données personnelles (nom, prénom, adresse mail et/ou numéro de téléphone) sont collectées et traitées par l'Ademe lors de la transmission des rapports DPE et audit et transmises à l'organisme de contrôle.

Ces données seront stockées pour une durée de 1 an, et vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou de limitation du traitement de ces données. Plus d'informations sont disponibles dans la notice relative au traitement de ces données accessible à <https://observatoire-dpe-audit.ademe.fr/ressources> dans l'onglet « Traitement de vos données ».

Il est à noter que le consentement au traitement de vos données n'équivaut pas au consentement pour réaliser le contrôle dans le bien concerné ; votre accord pour l'organisation de ce contrôle vous sera demandé séparément.

☐ **Oui, je consens à ce que mes données personnelles** (inscrites ci-dessous) **soient traitées** par l'Ademe et l'organisme de certification dans le cadre des missions de contrôle des compétences des diagnostiqueurs

[Si oui] A REMPLIR :

NOM : _____ PRENOM : _____

ADRESSE MAIL : _____ N° TELEPHONE : _____

☐ **Non, je refuse que mes données soient collectées.**

Fait le _____, à _____

Signature

¹ Si ce client est mandaté par un tiers, ce sont les données de ce tiers qui sont traitées, dès lors que le mandat l'autorise.

² Arrêté du 20 juillet 2023 définissant les critères de certification des diagnostiqueurs intervenant dans le domaine du diagnostic de performance énergétique, de leurs organismes de formation et les exigences applicables aux organismes de certification et modifiant l'arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification, notamment le paragraphe 2.5.3 de son annexe 1

Décret n° 2023-1219 du 20 décembre 2023 définissant le référentiel de compétences et les modalités de contrôle de ces compétences pour les diagnostiqueurs immobiliers en vue de la réalisation de l'audit énergétique mentionné à l'article L. 126-28-1 du code de la construction et de l'habitation, notamment le paragraphe B.2 de son annexe III.

³ Il s'agit d'un organisme de certification, dont le nom est mentionné en première page du DPE ou de l'audit énergétique.

Nota : par ailleurs, pour les propriétaires du bien au moment de la réalisation de l'audit énergétique, dans le cadre du Règlement général sur la protection des données (RGPD), l'Ademe vous informe que vos données personnelles (Nom-Prénom-Adresse) sont stockées dans la base de données de l'observatoire DPE-Audit à des fins de contrôles ou en cas de contestations ou de procédures judiciaires. Ces données sont stockées jusqu'à la date de fin de validité de l'audit. Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de portabilité, d'effacement ou d'une limitation du traitement de ces données. Si vous souhaitez faire valoir votre droit, veuillez nous contacter à l'adresse mail indiquée à la page « Contacts » de l'Observatoire DPE-Audit (<https://observatoire-dpe-audit.ademe.fr/accueil>).